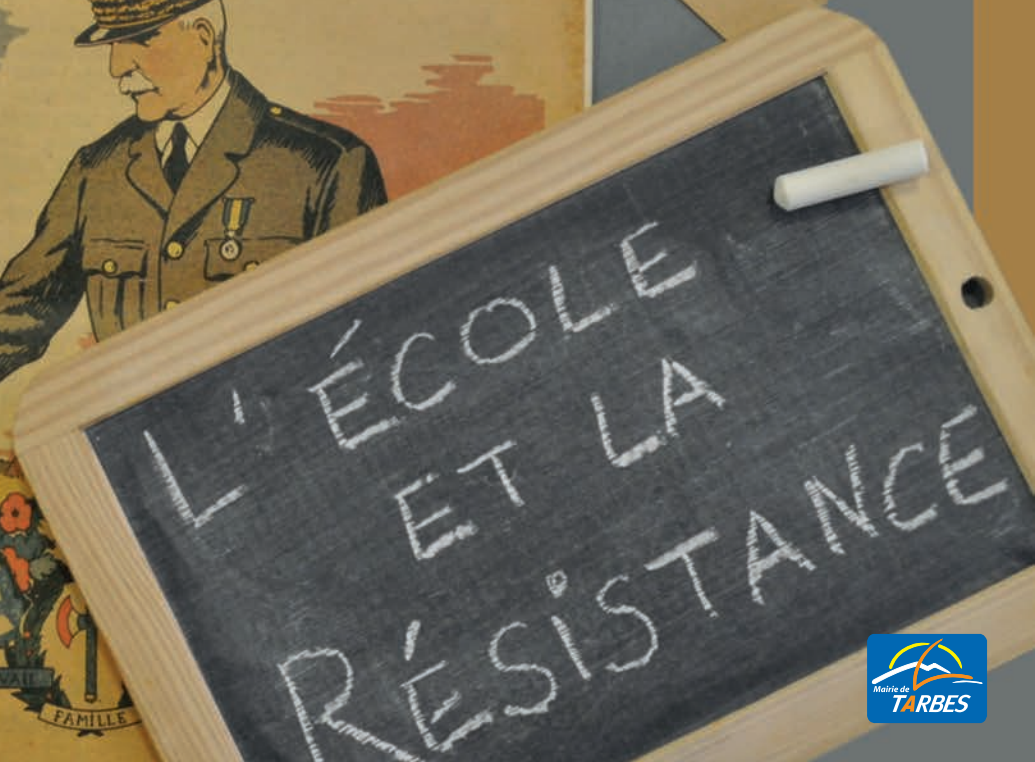




# Concours National de la Résistance et de la Déportation 2022-2023



En 2022-2023, les participants au Concours National de la Résistance et de la Déportation (CNRD) étudieront « L'École et la Résistance. Des jours sombres au lendemain de la Libération (1940-1945) ».

Avec l'aide de cette brochure, au cœur de ses futures recherches et dans la constitution de son travail, le candidat au CNRD est invité à réfléchir et travailler sur l'histoire de l'École – entendons ici les institutions d'éducation nationale de Vichy et d'après-guerre, mais également les professeurs et les élèves – pour la période de 1940-1945.

L'École, entre 1940 et 1945, c'est autant de formes de résistance et de refuges, que d'actions discriminatoires, d'arrestations, de déportations. Le thème de 2022-2023 appelle aussi les candidats à étudier le rôle occupé par l'École, en tant qu'outil idéologique et propagandiste de la France de Vichy, puis en tant qu'espace de luttes, de libération et de défense de valeurs républicaines dans la France libre.

Institué en 1961 par Lucien Paye, ministre de l'Éducation nationale, à la suite d'initiatives d'associations d'anciens Résistants et Déportés, le CNRD est un concours scolaire destiné à susciter une réflexion civique chez les jeunes, en les sensibilisant au devoir de mémoire.

Ce concours est ouvert aux élèves de collèges et de lycées, en s'appuyant sur le programme d'histoire-géographie.

Le concours comporte quatre catégories de participation :

#### **Au lycée**

Catégorie 1 : rédaction d'un devoir individuel en classe, portant sur le sujet académique

Catégorie 2 : réalisation d'un travail collectif (exposition, jeu interactif, film, journal de bord, diaporama, etc.)

#### **Au collège, classe de troisième**

Catégorie 3 : rédaction d'un devoir individuel en classe, portant sur le sujet académique

Catégorie 4 : réalisation d'un travail collectif (exposition, jeu interactif, film, journal de bord, diaporama, etc.)

Un jury académique désigne au printemps le meilleur travail pour chaque catégorie. Ces travaux sont ensuite regroupés et examinés pendant l'été par un jury national.

### **Prendre le chemin de l'école en temps de guerre**

- Professeurs absents et élèves déplacés p.4
- Le temps des restrictions p.6
- Les dégâts matériels p.7

### **L'Ecole de Vichy**

- Rideau sur l'école républicaine :  
la refonte des programmes scolaires p.8
- Des recteurs aux professeurs : les révocations et déplacements  
d'individus « dangereux » p.9
- Le Statut des Juifs appliqué au corps enseignant et aux élèves p.11

### **Professeurs et élèves en Résistance**

- Une jeunesse révoltée et engagée p.14
- Jeunes martyrs des Hautes-Pyrénées p.16
- Enseignants résistants p.17

### **Une Ecole libre, pour des Jours heureux**

- Vers une Ecole moins élitiste p.18
- L'épuration au sein de l'Education nationale p.19
- Réformer l'Ecole libérée p.20

**Pour aller plus loin...** p.25

## Prendre le chemin de l'école en temps de guerre

Dès les premiers jours de la Seconde Guerre mondiale, le quotidien des professeurs et écoliers est profondément bousculé. De 1939 à 1945, d'importantes migrations, des épreuves annulées ou du rationnement de matériel mettent en difficulté l'Éducation nationale.

### - Professeurs absents et élèves déplacés

Une des premières conséquences de la guerre est l'absence du personnel des établissements scolaires.

Parmi tous les mobilisés de 1939, plus de 13.000 enseignants français sont faits prisonniers de guerre.

L'Inspection académique des Hautes-Pyrénées se sépare pendant un temps plus ou moins long de plusieurs instituteurs, professeurs, surveillants ou de directeurs. Ils sont 368 mobilisables, 223 appelés sous les drapeaux, 71 d'entre eux seront faits prisonniers de guerre. Pour n'en citer que quelques-uns : René Billères, professeur de lettres au lycée Théophile-Gautier fait prisonnier de guerre, Léon Boyrie, directeur de l'école de garçons à Luz, participe aux combats des 16 et 17 juin 1940 à Varennes, Ernest Lamarrière instituteur à l'école Paul-Bert de Tarbes, fait prisonnier, s'évadera de son stalag, Marcel Vanel instituteur à Artagnan qui combat entre le 5 et le 24 juin 1940 dans la 7<sup>e</sup> Armée, ou bien encore Jean Bernata instituteur à Tarbes revient mutilé suite à un tir de mitrailleuse à Vouziers<sup>1</sup>.



René Billères, Archives de l'Assemblée nationale

Pour les enseignants non mobilisés, il est urgent de protéger les établissements scolaires et leurs usagers : des migrations préventives et des mouvements massifs conduisent ainsi les directeurs d'école et enseignants d'autres communes voire départements moins touchés à faciliter l'accueil des populations. À la fin du mois de septembre 1939, le ministre de l'Éducation nationale, Yvon Delbos, demande aux municipalités de la région parisienne de prendre toutes les dispositions nécessaires pour envoyer les enfants vers les villes de province.

L'historien Matthieu Devigne s'est intéressé aux cas des jeunes lyonnais. Déplacés dans les villages voisins, les écoliers font grimper considérablement la population locale. Plus de 14.000 élèves de Lyon ne feront pas leur rentrée dans leur école de rattachement en septembre 1939. Plus tard, au début de l'année 1944, les enseignants lyonnais adoptent d'autres mesures préventives : en plus

des déplacements vers d'autres communes que coordonnent les inspecteurs académiques, les professeurs sensibilisent les familles à l'évacuation des enfants scolarisés. Cette importante prévention épargnera l'ensemble des lyonnais scolarisés pendant les bombardements de l'été 1944<sup>2</sup>.

Si le cas de Lyon relève d'une migration préventive, des villes se retrouvent face à des situations d'urgence : au printemps 1941, les villes de Saint-Nazaire, Trignac ou Donges doivent évacuer au plus vite leurs élèves. Face à la désapprobation des parents et leur refus de suivre cet appel au repli, l'Académie de Saint-Nazaire est dans l'obligation de fermer les écoles à la fin du mois de mai. Au printemps suivant, les petits nazairiens sont majoritairement placés dans des familles ou dans des internats provisoires (comme les camps de vacances de la Croix Rouge et les centres Guynemer)<sup>3</sup>.

Dans les départements du sud-ouest, le placement des jeunes réfugiés est enclenché dès la Guerre d'Espagne et la Retirada, un exode massif des républicains espagnols fuyant le Franquisme. L'accueil dans les classes de nouveaux élèves étrangers prend également de l'ampleur à partir de 1938-1939 avec l'arrivée des populations vivant dans les pays et régions annexés par l'Allemagne. C'est le cas des Sarrois Jakobs. Réfugiés à Tarbes, les parents inscriront leurs deux filles à l'école française. Inquiété pour ses activités clandestines, le père, Mathias, fera déménager la famille à Oursbelille en 1944. La fille aînée, Elisabeth, est alors déscolarisée à 15 ans et sa petite sœur âgée de 8 ans, admise à l'école primaire du village. Les sœurs ressentent de la part de leurs camarades une forme de rejet, au même titre que les autres enfants réfugiés alsaciens-lorrains, à l'accent trop germanique.

Pendant la défaite de la France, les enfants de l'Exode rejoignent leurs camarades haut-pyrénéens : la presse locale relaie ainsi l'arrivée des orphelins de Colmar à Bagnères-de-Bigorre, logés dans la propriété de Caubeta. Accueillis par de jeunes bagnérais et par le préfet des Hautes-Pyrénées, le maire de Bagnères, le président de la Croix-Rouge ou bien encore le chef du service départemental des réfugiés, M. Cohou, les orphelins alsaciens « ont essayé cependant de sourire aux personnes qui leur souhaitent la bienvenue »<sup>4</sup>.

Le placement des élèves dans des régions moins touchées est engagé tout



Famille Jakobs. Archives privées Bouthors



Ecole d'Oursebelille, 1943. Archives privées  
Cassagnet

## - Le temps des restrictions

Le déroulement de l'année scolaire est également impacté par divers rationnements de matériels, de fournitures et de denrées alimentaires causés par les combats de 1939 et 1940 en France, puis par l'occupation allemande. Les élèves ont faim : les maigres distributions de lait, de gâteaux et de bonbons vitaminés ne pallient pas le déficit de calories. Dans le cas des établissements scolaires lyonnais, de nombreux départements voisins viennent en secours aux jeunes en organisant la collecte et l'acheminement de produits agricoles dans le courant de l'hiver 1942. Afin de régler le problème de la malnutrition des élèves, le Secours national ou l'Œuvre des Pupilles de l'Ecole publique redirige les jeunes vers des familles haut-savoyardes. Dans d'autres régions rurales, comme dans les Hautes-Pyrénées, les enseignants enjoignent leurs élèves à la solidarité. Par exemple, au lycée Théophile-Gautier à Tarbes, les élèves dont les parents sont agriculteurs sont invités à demander à leur famille de ravitailler l'internat<sup>6</sup>.

Pour survivre à ces nombreuses carences, des Français apportent leur contribution, quel que soit leur âge, de façon désintéressée ou à la demande du gouvernement. Un arrêté du 3 avril 1941 rend obligatoire la lutte contre le doryphore, pour préserver la culture de pommes de terre sur l'ensemble du territoire. Dans plusieurs communes françaises, les élèves menés par leur instituteur et enrôlés par le maire de la ville participent à ce ramassage d'insectes. Les parents gardant leur enfant à la maison reçoivent une amende. Le ramassage devient rapidement une partie intégrante du système scolaire.

au long du conflit. Si bien que dans le courant des années 1943-1944, des classes de mi-temps sont instituées au lycée Théophile-Gautier pour pouvoir accueillir les jeunes réfugiés<sup>5</sup>.



Carte de rationnement. Collection du musée de la Déportation et de la Résistance de Tarbes



Les élèves ramasseront aussi pendant la durée de la Seconde Guerre des marrons d'Inde pour la fabrication du savon ou pour le bétail, puis des glands pour remplacer le café<sup>7</sup>.

Au sein des classes, une autre pénurie, celle de papier, entraîne les professeurs, dès la rentrée 1942, à interroger le plus possible leurs élèves à l'oral pour éviter l'utilisation du cahier d'école. L'ardoise noire fait ainsi son grand retour. La pénurie de papier se fait également ressentir à l'université : usage de vieilles enveloppes comme brouillons, réduction des interlignes et des marges, etc<sup>8</sup>.

### - Les dégâts matériels

Les combats de 1940, l'Occupation et plus tard la Libération causent également d'autres problèmes au bon fonctionnement des écoles. Le plus marquant reste la réquisition d'établissements scolaires ou universitaires par les troupes allemandes. Les dossiers en archives sur les dommages de guerre attestent ainsi de la présence des troupes d'occupation au sein d'écoles.

Néanmoins, le département des Hautes-Pyrénées est bien épargné contrairement à d'autres départements français pris au cœur d'intenses combats ou d'importants bombardements. À Aucun, un bon de logement (quartierschein) daté de l'été 1943 indique l'installation de sept couchages dans l'école pour les soldats allemands<sup>9</sup>. Les rapports d'après-guerre attribuent aux troupes d'occupation la responsabilité des précédentes dégradations. Ainsi, quelques dossiers sont montés pour trois écoles de Tarbes (Pasteur, Jules Ferry et La Providence) et les établissements scolaires de Castelnau-Magnoac ou d'Ossun entre 1947 et 1950<sup>10</sup>.

Mais ailleurs en France, des établissements scolaires n'échappent malheureusement pas aux bombardements aériens pendant la Seconde Guerre mondiale. L'année 1944 est particulièrement destructrice, notamment pour l'école de Sotteville-lès-Rouen en Seine-Maritime (aucune victime) ou l'école Tardy de Saint-Etienne (99 enfants y perdront la vie).



[fiche focus à télécharger](#)  
Garder le lien avec les  
prisonniers de guerre :  
le soutien de l'école



Les dégâts dans une école parisienne en 1940.  
Archives de l'AFF



## L'École de Vichy

### - Rideau sur l'École républicaine : la refonte des programmes scolaires

[fiche focus à télécharger](#)  
Le culte de la personnalité dans les  
salles de cours

Dans une de ces lettres, le maréchal Pétain remarque que « la jeunesse n'est pas encore sclérosée dans ses habitudes, il serait naïf de penser que cette conversion pourrait être obtenue des français adultes<sup>11</sup> ». Ce sera donc aux plus jeunes de défendre les valeurs vichystes et pour y parvenir, il faudra en finir avec l'enseignement de la III<sup>e</sup> République.

L'école vichyste embrasse à son tour les grands préceptes de la Révolution nationale et répondra à la nouvelle devise Travail, Famille, Patrie. Cet état d'esprit peut être lu dans un des bulletins de l'Inspection Académique des Hautes-Pyrénées<sup>12</sup>, où sont exposés les contenus des nouveaux cours de morale en école primaire : « [...] Devoir impérieux de fonder une famille. Fondement historique et fondement moral de l'idée de nation. Solidarité des générations et continuité de la vie nationale. Traditions françaises et idéal national. [...] Fidélité à l'Etat, à son chef, à ses lois, aux autorités. [...] La défense de la patrie. Le patriotisme, devoir sacré. »

Le 15 août 1940, dans la Revue des deux mondes, le Maréchal Pétain fait publier un réquisitoire contre l'école républicaine. Perçue comme école de l'individualisme et du déracinement, elle doit être totalement repensée et réinvestir les concepts d'autorité tout en se détachant de la « pseudo-culture purement livresque, conseillère de paresse et génératrice d'inutilités ».

Les anciens réformateurs, Jean Zay, ministre de l'Education nationale pendant le Front populaire, et son directeur de cabinet Marcel Abraham font l'objet d'attaques antisémites virulentes. Le travail accompli par le ministère de la III<sup>e</sup> République est balayé d'un revers de la main par le ministre vichyste Jérôme Carcopino. En 1938, les enseignants étaient encouragés à former leurs élèves au jugement et à la pluralité des points de vue, en étudiant par exemple différents journaux pendant leurs années de fin d'étude. A contrario, le successeur de Jérôme Carcopino, Abel Bonnard, préfère vanter les mérites de l'ignorance<sup>13</sup>.

En outre, les enseignants ne peuvent plus, comme sous la III<sup>e</sup> République,



débattre en commissions cantonales des outils pédagogiques. Cette souplesse disparaît et les commissions ne deviennent plus que consultatives.



[fiche focus à télécharger](#)  
La lecture scolaire sous Vichy

Comme autres changements au sein des programmes scolaires, on peut noter le renforcement des activités manuelles genrées : dans les cours d'enseignement primaire et élémentaire, les filles sont préparées aux travaux du foyer (couture, tricot et crochet), tandis que les garçons fabriquent des solides géométriques, apprennent l'entretien et la réparation d'objets domestiques. Par ailleurs, l'École laïque perd de sa primauté, l'enseignement religieux (catholique) revenant sur le devant de la scène. Ainsi, lors d'une conférence pédagogique donnée en février 1941 à Tarbes, l'inspecteur d'académie André Le Gall insiste sur les bienfaits de l'enseignement religieux. Ancien agrégé de philosophie, il espère convaincre les enseignants du département en démontrant l'existence de similitudes entre leçons philosophiques et morales religieuses.

L'École devient aussi un espace où régionalisme (dans les Hautes-Pyrénées et dans d'autres départements l'enseignement de l'histoire locale et du « dialecte local » est d'ailleurs bienvenu<sup>14</sup>) et volontarisme pro-allemand sont largement développés et encouragés par les ministres de l'Education nationale, Abel Bonnard en particulier.

Enfin, et c'est l'une des spécificités des départements ruraux (dont les Hautes-Pyrénées) : les enseignants doivent mettre en œuvre des cours postsecondaires à orientation agricole en collaboration avec les agriculteurs locaux et des coopératives agricoles. À ce titre, l'inspecteur André Le Gall espère pouvoir compter sur M. Samson (un enseignant du Lot-et-Garonne muté dans les Hautes-Pyrénées en 1941) qui est très attaché à cet enseignement postsecondaire<sup>15</sup>.

### **- Des recteurs aux professeurs : les révocations et déplacements d'individus « dangereux »**

Considérés comme responsables de la Défaite de la France, de nombreux républicains de gauche seront inquiétés ou même arrêtés tout au long de la Seconde Guerre. Cette méfiance s'applique dans tous les milieux professionnels et l'Education nationale sous Vichy n'est pas épargnée. Cette épuration touche autant les recteurs, que les inspecteurs et les enseignants.

Plusieurs vagues de sanctions touchent les recteurs entre novembre 1940 et la première moitié de 1944. Ainsi, sur les dix-sept nommés sous la III<sup>e</sup> République, seulement quatre garderont leur poste jusqu'à la fin de la guerre. Leur tâche est extrêmement délicate : tout en maintenant à flot l'Education nationale (en l'absence de nombreux professeurs), les recteurs doivent faire appliquer les préceptes de la Révolution nationale. Aussi, le ministre vichyste Abel Bonnard leur rappelle en mai 1942 que « l'abstention ne saurait être permise [...] elle est le masque d'un refus ».

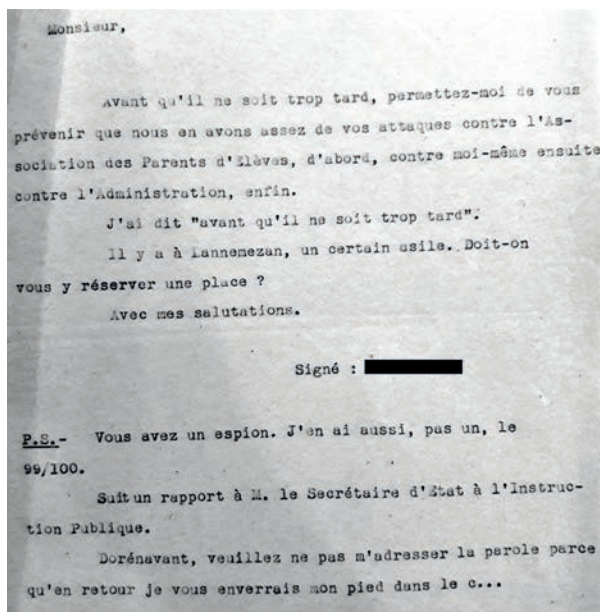
De rares recteurs osent montrer leur désapprobation : un des cas les plus parlants est sûrement celui de Pierre Daure, recteur de Caen, qui refuse ouvertement le port d'insignes marquant l'attachement au Maréchal dans les écoles<sup>16</sup>. Le positionnement d'autres recteurs est plus évolutif. Bien qu'il semble convenir au gouvernement, le recteur de Toulouse, Robert Deltheil, est pourtant arrêté le 9 juin 1944 et déporté à Neuengamme puis à Theresienstadt. Son positionnement vis-à-vis de la Révolution nationale reste assez flou : si le témoignage de l'inspecteur René Bataillon indique que Deltheil écoutait la radio anglaise et soutenait les professeurs victimes des lois d'exception, le Comité de Libération de la Haute-Garonne rappelle qu'il faisait l'éloge du maréchal Pétain et répondait aux invitations allemandes<sup>17</sup>.

Concernant les enseignants, les révocations ou déplacements sont monnaie courante. Dans le département des Hautes-Pyrénées, plusieurs d'entre eux sont qualifiés dès les premières années du régime de Vichy de « sectaires », dont l'influence doit vite cesser<sup>18</sup>. Leur profil est souvent le même : militants communistes et syndicalistes d'avant-guerre, ces enseignants font l'objet d'enquêtes dont la décision finale est soit le déplacement vers une autre commune ou un autre département (comme les époux Cazaubon, professeurs à Soues et Tarbes déplacés dans le Lot-et-Garonne), soit la révocation (comme pour Pierre Torné et Berthe Ozon, instituteurs d'Asté et Sarrouilles)<sup>19</sup>. On peut également citer le cas d'Auguste Arramond, désigné comme « très dangereux au point de vue national », qui est dans un premier temps suspendu, puis déplacé dans le



Bernard et Louise Cazaubon dans leurs classes. Source : <https://maitron.fr/spip.php?article19097>, notice CAZAUBON Bernard par Jean Maitron, Claude Pennetier, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 15 août 2021

département, pour être ensuite révoqué, réinstallé et de nouveau révoqué. Cette ambiance anti-communiste et les nombreuses sanctions disciplinaires causent parfois une animosité au sein des équipes pédagogiques : en décembre 1940, au collège de Bagnères-de-Bigorre, la mésentente entre les professeurs M. et B. remonte au cabinet du préfet des Hautes-Pyrénées. M., individu antisémite et antimaçonnique, profite du positionnement de B. (qui déplore les nouveaux programmes vichystes) pour le menacer<sup>20</sup>.



Monsieur,

Avant qu'il ne soit trop tard, permettez-moi de vous prévenir que nous en avons assez de vos attaques contre l'Association des Parents d'élèves, d'abord, contre moi-même ensuite contre l'Administration, enfin.

J'ai dit "avant qu'il ne soit trop tard".

Il y a à Lannemezan, un certain asile. Doit-on vous y réserver une place ?

Avec mes salutations.

Signé : ██████████

P.S.- Vous avez un espion. J'en ai aussi, pas un, le 99/100.

Suit un rapport à M. le Secrétaire d'Etat à l'Instruction Publique.

Dorénavant, veuillez ne pas m'adresser la parole parce qu'en retour je vous enverrais mon pied dans le c...

Lettre de menace. Archives départementales des Hautes-Pyrénées, cote 20 W 10

## - Le Statut des Juifs appliqué au corps enseignant et aux élèves

Si la carrière des enseignants ayant embrassé ou embrassant encore une idéologie de gauche est bousculée, celle des professeurs de confession juive est particulièrement impactée. Ils doivent abandonner leur métier d'enseignant. Cette privation d'emploi est décrétée par le premier Statut des Juifs, publié au Journal Officiel le 18 octobre 1940. Cette loi antisémite concerne 3 000 actifs, à qui l'on retire le droit d'exercer les missions de magistrat, enseignant, diplomate ou bien encore fonctionnaire de police<sup>21</sup>. Dans les Hautes-Pyrénées, plusieurs professeurs juifs sont venus se réfugier en zone dite libre, à l'image de Pierre Morhange, professeur de philosophie caché en Bigorre de 1940 à 1944, ou d'Ignace Schwarcz, professeur d'enseignement privé à Paris réfugié à Tarbes en 1941, désormais employé dans une usine tarbaise pour subvenir à ses besoins et se préserver de la politique des zones françaises occupées<sup>22</sup>. D'autres éminents professeurs, comme ceux de la prestigieuse Sorbonne de Paris, sont privés de leurs élèves, cessent toute activité, vivant sur leurs confortables ressources. Parmi ces professeurs, certains se sont réfugiés à Bagnères-de-Bigorre.

Ils n'en demeurent pas moins en danger mais, informés au préalable par leurs hautes relations parisiennes, ils échappent à la troisième grande rafle de début septembre 1943<sup>23</sup>.

De la même manière, les étudiants français de confession juive sont persécutés dans leur cursus universitaire, contraints d'abandonner leurs études, à l'exemple de Charles Itkiss, issu d'un milieu modeste et élève ingénieur à l'École Supérieure d'Électricité de Paris. Les portes de son établissement lui étant désormais interdites, il n'a d'autre choix que d'entrer dans la vie active à Argelès-Gazost comme dessinateur-conducteur de travaux à la Société des Forces Motrices du Vignemale<sup>24</sup>.

Les élèves juifs réfugiés dans les Hautes-Pyrénées, à peine rescolarisés dans leur ville refuge, retrouvant un semblant de vie acceptable après avoir tout abandonné dès 1941 dans leur ville de résidence pour fuir la guerre et les menaces de rafles qui pèsent sournoisement sur eux, sont encore la proie d'une administration française implacable qui, débordée par l'afflux de réfugiés, s'échine à désengorger Tarbes, Bagnères et Lourdes pour regrouper les familles juives dans des villes à faible densité, comme à Cauterets ou Loures-Barousse.

Ce nouveau déplacement entraîne pour les élèves du secondaire une déscolarisation inévitable. Seule une minorité parvient à rester scolarisée dans les collèges et lycées de Tarbes et Bagnères. C'est le cas de la jeune Lisette Fryland, 16 ans, réfugiée juive à Tarbes, élève brillante du Collège de Jeunes Filles de Tarbes (actuel collège Desaix) en classe de Seconde dotée du Prix d'Excellence, dont la famille est assignée à résidence dans un des centres départementaux de regroupement des indésirables français et étrangers de Loures-Barousse ou Cauterets, en application de la circulaire ministérielle du 3 et 24 novembre 1941. Son établissement la soutient en ces termes : « M<sup>lle</sup> Fryland Lisette, élève de 2<sup>e</sup>A, a fourni un travail soutenu et très satisfaisant couronné par le Prix d'Excellence. Que sa conduite donne également toute satisfaction. M<sup>lle</sup> Fryland est admise à passer en 1<sup>ère</sup>, pour la préparation de la première partie du baccalauréat. »<sup>25</sup>.

Sa camarade M<sup>lle</sup> Tani, 17 ans, installée à Tarbes depuis septembre 1940 terminant sa deuxième année d'études au Collège de Jeunes Filles de Tarbes est assignée à Vic-Bigorre. Le médecin Maurice Desplantez intercède le 20 mai 1942 en sa faveur auprès du préfet : « Si elle va à Vic, elle ne peut pas terminer ses études de la présente année scolaire, et elle ne pourra pas

commencer en octobre sa troisième et dernière année de scolarité. Cette enfant doit être le soutien de famille pour le père et ma mère âgés de 65 ans. L'éloigner de Tarbes actuellement, c'est briser l'avenir de ces pauvres gens. Pouvons-nous vous demander l'autorisation de les laisser à Tarbes ? »<sup>26</sup>. Scénario identique pour Isabelle Fersztenberg, née à Anvers en Belgique en 1929, élève « intelligente et sérieuse d'une parfaite éducation » qui prépare en mai 1942 le Certificat d'Etudes Primaires, reçoit le soutien de son instituteur Fernand Cazenave de l'école de Loures-Barousse lors de son assignation forcée cette fois à Caunterets<sup>27</sup>.

La communauté juive tente de pallier cette déscolarisation massive de ses enfants, avec l'ouverture d'une école de formation religieuse et sociale complétée par un enseignement agricole et artisanal. L'établissement s'implante à Boulou en septembre 1942, géré par le Grand Rabbin Weill dont l'ambition pleine d'espoir est « une réadaptation et une régénération juive par le travail, et former des cadres pour les temps durs d'après-guerre où toutes les confessions devront se tendre la main pour guérir les plaies que la guerre nous a infligées et aider la France à se redresser grâce au travail obstiné de tous ses enfants »<sup>28</sup>.

Dans un même temps, le piège se referme progressivement sur les Juifs, la volonté de les ostraciser, les humilier, les exclure de la société, et de les regrouper sont autant de préparatifs à leur livraison à l'occupant. Cette politique d'exclusion se traduit dans les Hautes-Pyrénées par une enquête demandée en avril 1943 par le commissaire général aux questions juives. Afin de déterminer les conditions d'un enseignement primaire réservé aux juifs, le commissaire attend un décompte numérique systématique des élèves, instituteurs et professeurs juifs licenciés par la loi du 2 juin 1941 et susceptibles d'être affectés à des établissements réservés aux juifs, est opéré dans tous les établissements scolaires<sup>29</sup>.

## Professeurs et élèves en Résistance

Beaucoup d'établissements scolaires et d'universités sont traversés par des actes d'éveil, voire de réveil, des consciences, sinon des mouvements de révolte, face à l'Occupant et aux agissements d'un Etat français collaborationniste, tant de la part des élèves, du corps enseignant que des personnels techniques. En témoignent les exemples du réseau du Musée de l'Homme à Paris, créé et coordonné par les jeunes enseignants-chercheurs Anatole Lewitsky et Boris Vildé, ou celui de la manifestation du 11 novembre 1940 à Paris...



[Fiche-focus à télécharger](#)  
L'élève Michel Plaetevoet, un engagement très précoce

### - Une jeunesse révoltée et engagée

Le 11 novembre 1940, la première mobilisation contre l'occupant est préparée en petits groupes, notamment par le jeune mouvement de « Maintenir ». Pour signifier leur refus de l'Occupation et du régime vichyste, les manifestants inscrivent sur les murs le chiffre 11, posent des bouquets dans le Quartier Latin, aux Champs-Élysées, ou au pied de la statue de Clémenceau. 545 lycéens, venant des établissements Buffon, Condorcet et Carnot, défilent aux côtés de 299 étudiants. La manifestation regroupe aussi 57 écoliers et 138 salariés (dont une majorité de professeurs et d'instituteurs). Suite à cette action résistante, l'université de Paris est temporairement fermée et tous les étudiants sont inquiétés, sans distinction, et appelés à pointer chaque jour dans le commissariat de leur quartier.

L'arrestation de plus de 100 jeunes, n'éteindra pas la flamme de la Résistance, puisqu'au sein des lycées et universités naîtront des mouvements qui sont rentrés dans l'Histoire, comme « Défense de la France », où l'on retrouve le couple Mordkovitch-Viannay, Charlotte Nadel et la nièce du général De Gaulle, Geneviève.



Paul Bianchi (1923-2003).  
Archives privées

Dans un de ses livres, Laurence Thibault tente une sociologie de l'engagement résistant, fortement lié à la jeunesse. Elle illustre son propos en démontrant notamment qu'au sein des FFL (Forces Françaises Libres), 52% des engagés sont lycéens bacheliers ou étudiants<sup>30</sup>. C'est, entre autres, le cas de Paul Bianchi. Jeune lourdais faisant ses études à Pau, il



décide avec dix-sept de ses camarades de rejoindre l'Angleterre. À seulement 17 ans, il s'évade par Bayonne en bateau le 21 juin 1940. Le 1<sup>er</sup> juillet 1940, jour de son engagement dans les FFL, il déchire sa carte d'identité pour être versé dans une unité combattante. Le 31 août 1940, il quitte l'Angleterre ; il combattra à Dakar en septembre 1940, participera à la campagne du Fezzan de 1941-42. Il se rendra par la suite en Tunisie en 1943 et ralliera la 2<sup>e</sup> division blindée jusqu'à la fin de la guerre<sup>31</sup>.

L'histoire locale rappelle également la lutte de nombreux jeunes pour la restauration de la République et contre l'Occupation allemande. Le collège de Jeunes Filles de Tarbes, actuel collège Desaix, voit circuler sous les tabliers dans un coin de la cour de récréation de mains en mains, ce tract appelant à la résistance dans les pas du général de Gaulle et visant à « insuffler un état d'esprit venu d'ailleurs », dont l'historienne Lucienne Michou, alors élève en classe de 1<sup>ère</sup>, a transcrit le texte :

« Notre de Gaulle qui êtes au feu,  
Que votre nom soit glorifié,  
Que votre victoire arrive,  
Que votre volonté soit faite sur la terre comme en mer,  
Donnez aux Allemands leur bain quotidien, Pardonnez-nous nos articles,  
Ce n'est pas nous qui les faisons,  
Redonnez-nous l'espérance,  
Et ne nous laissez pas succomber à la collaboration,  
Débarrassez-nous des Boches,  
Ainsi soit-il.<sup>32</sup>»

Même si cette prière du Pater Noster ne trouve pas son origine en Bigorre, son texte se propage dans tout le sud-ouest et bien au-delà dès décembre 1940 ; ainsi le jeune Gilbert Passas élève au lycée de Valence (26), le recopie et l'associe à un autre texte plein d'humour à l'occasion de Noël 1942 :

« Il n'y a pas eu de Noël cette année. Les étables ont été réquisitionnées. La sainte Vierge et le petit Jésus ont été évacués, et saint Joseph est parti pour la relève. La vache est à Berlin, l'âne est à Rome. Les anges ont été descendus par la DCA. L'étoile a été passée en bleu (DP). Les mages sont en Angleterre »<sup>33</sup>.

Âgé de 18 ans, Gilbert Passas, devenu maquisard, sera capturé au cours d'une mission de ravitaillement puis fusillé par les Allemands le 25 juillet 1944.

## - Jeunes martyrs des Hautes-Pyrénées

À l'instar de Gilbert Passas, de nombreux jeunes résistants ne connaîtront pas la libération de la France. Chaque département possède son triste lot de jeunes martyrs, morts en déportation, sous la torture, lors d'une fusillade...

L'Ecole Nationale Professionnelle, actuel lycée Jean-Dupuy, a abrité un jeune résistant de la première heure, Raoul Batany, 15 ans et demi, major de sa promotion et promis à un brillant avenir. Pour exprimer son opposition face à l'invasion de la zone sud par l'Occupant le 11 novembre 1942, il dépose une gerbe aux Monuments aux Morts de Tarbes en défi aux troupes d'occupation. Le même jour, il grimpe sur le toit de l'ENP, hisse le drapeau tricolore et distribue des tracts.

Dénoncé par un surveillant, son action à Tarbes sera lourdement sanctionnée par son exclusion définitive de l'ENP en décembre 1942. Un sort identique est réservé à son camarade Laboubée. D'autres élèves protestataires écotent quant à eux de trois jours d'exclusion ou d'un transfert dans une autre ENP<sup>34</sup>. Cet incident renforce ses convictions et Batany s'engage dans la lutte clandestine au sein du mouvement Combat. Orphelin, il est recueilli par la famille d'un camarade de classe. Volontaire pour une mission de liaison, il est grièvement blessé et fait prisonnier à Montpellier. Malgré la torture, il reste muet, préservant ainsi les résistants tarbais. Son silence provoque la rage des miliciens qui l'assassinent dans sa cellule le 17 août 1944, veille de la libération de Montpellier. Raoul avait 18 ans.

Pour certains jeunes Juifs voyant leurs libertés détruites, l'entrée en Résistance ne se fait pas attendre, même si c'est au péril de leur vie. C'est le cas de Bernard Ravitsky, dont la famille d'origine juive fuit la capitale pour la Bigorre en août 1942. Les Ravitsky, sous leur nom d'emprunt les Gerson, se lient d'une sincère amitié avec Alexine Laborde et ses six enfants qui leur offrent régulièrement gîte et couvert dans leur modeste ferme de Loucrup. Etudes interrompues pour Bernard Ravitsky avec de



Raoul Batany. Collection du Musée de la Déportation et de la Résistance de Tarbes



Bernard Ravitsky. Collection du Musée de la Déportation et de la Résistance de Tarbes

mystérieuses fréquentes allées et venues à Bagnères et de longues courses nocturnes. Il est en réalité agent de liaison pour le groupe de résistance « Bernard » (alias de Maurice Bénézech) et perdra la vie à l'âge de 20 ans le 10 juillet 1944 à Capvern, atrocement torturé, après avoir été capturé lors de l'attaque du maquis de Payolle, avec ses camarades Fourvel et le bagnérais Soubielle.



[Fiche - focus à télécharger](#)  
Un professeur résistant : André Barrès,  
alias le « Capitaine Laurent »

## - Enseignants résistants

Parmi les grands noms que compte la Résistance française, plusieurs héros et héroïnes proviennent du corps enseignant : le couple « Aubrac », Marc Bloch, Georges Guingoin, Jean Cavallès, Pierre-Henri Teitgen, Jean-Jacques Chapou, etc. En résistant en dehors ou au sein de l'école ou de l'université, en sensibilisant les consciences par le journal clandestin ou en protégeant des élèves opprimés, l'enseignant résiste à ses risques et périls.

L'instituteur et le professeur sont des figures tutélaires dans la société du 20<sup>e</sup> siècle, détenteurs du savoir, respectés dans les communes, au même titre que le maire et le curé. Malgré cette aura, certains n'en demeurent pas moins la cible de dénonciations : une lettre anonyme non datée accuse un instituteur de Bernac-Dessus de cacher des Juifs et des Parisiens « au passé louche » dans le moulin dont il est propriétaire. La même personne dénonce aussi les rendez-vous pris dans le café « renommé » de Bernac-Debat pour écouter la radio anglaise<sup>35</sup>.

Cependant, les protestations et actions de résistance font exception, les enseignants restant majoritairement prudents (au même titre que nombre de fonctionnaires). Ce qui n'empêchera pas certains de protéger des enfants Juifs, à l'instar des pasteurs protestants du collège Cévenol du Chambon-sur-Lignon (Haute-Loire), une de ces « écoles nouvelles » créées dans le courant des années 1930<sup>36</sup>. Ou bien encore à l'image des institutrices haut-pyrénéennes, Gabrielle Fisse et Andrée Fourasté, dite Jeanne Monacelli, qui prendront sous leur aile Georg Hirsch (fils d'Autrichiens juifs, anciens engagés des Brigades Internationales et réfugiés depuis 1939 dans la vallée du Louron)<sup>37</sup>.

L'application du statut des Juifs est critiquée par seulement quelques agents de l'Education nationale, comme Gustave Monod qui est démis de

ses fonctions d'inspecteur général d'académie en octobre 1940 pour avoir rejeté cette loi antisémite. De façon plus discrète, le béarnais Jean Sarrailh, recteur de Grenoble puis de Montpellier, met rapidement en congés les enseignants juifs ou de gauche trop exposés. Il ralentit également la transmission de certaines circulaires afin d'épargner ces professeurs<sup>38</sup>. Enfin, au sein du lycée Rollin de Paris, certains enseignants signent une pétition contre la révocation de leurs collègues juifs.



Gabrielle Fisse et Andrée Fourasté, institutrices de Barancoueu et de Cazaux-Debat. Collection du Musée de la Déportation et de la Résistance de Tarbes

## Une Ecole libre, pour des jours heureux

Le sort des enfants, scolarisés ou non, alerte bien avant la fin de la guerre les résistants de l'intérieur et de l'extérieur. Dès 1943, le Conseil National de la Résistance (CNR), puis le Gouvernement provisoire de la République Française (GPRF) repensent l'Ecole.

### - Vers une école encore moins élitiste

L'enseignement secondaire, payant, était le seul accès au baccalauréat et donc à l'université. La France Libre souhaite y remédier et ce, dès l'été 1940, en travaillant au remaniement du parcours scolaire. De Gaulle nomme le juriste René Cassin pour gérer les diverses questions intellectuelles et juridiques. Cassin s'entoure d'un professeur de chimie de l'université de Toulouse, Joseph Cathala, puis de René Capitant lors de la création du Comité français de Libération nationale (CFLN). Entre 1941 et 1944, la France Libre développe plusieurs projets dont la création d'une école « unique » rendant obligatoire l'enseignement secondaire. Du côté de la Résistance intérieure, et plus particulièrement chez les auteurs de journaux clandestins (Cahiers de la Libération, L'Université libre, Les Cahiers politiques), il est primordial de démocratiser l'enseignement secondaire. En atteste le cinquième point de la partie « II - Mesures à appliquer dès la libération du territoire » du programme Les Jours heureux du CNR, l'idée d'une réforme de l'Education nationale est mentionnée en ces termes :

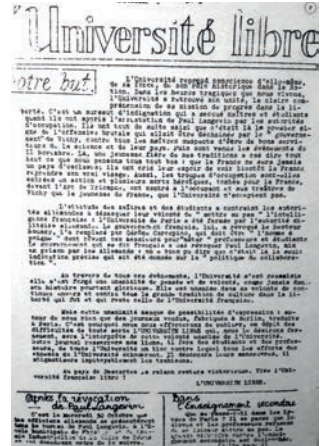
« d) La possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, quelle que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires. »

### - L'épuration au sein de l'Education nationale

La première académie libérée est celle d'Alger : Georges Hardy est remplacé en juillet 1943 par Henri Laugier qui propose un large programme de reconstruction de l'enseignement en rétablissant tout d'abord la légalité républicaine à l'université d'Alger et en renouant avec « la pensée libre des pays démocratiques ». En février 1944, 88 sanctions sont prononcées envers des fonctionnaires de l'Education nationale d'Afrique du Nord<sup>39</sup>.

Été 1944, alors que la France se libère, Abel Bonnard est remplacé par René Capitant. Ce dernier adresse aux recteurs une circulaire demandant un conseil d'enquête. Dans un même temps, au sein des académies, de nouveaux recteurs et inspecteurs sont nommés. Les anciens recteurs limogés par Vichy, Pierre Martino ou Jean Sarrailh, reprennent du service à Alger et à Toulouse. Paul Dottin, résistant de première heure, devient le nouveau recteur de Toulouse en septembre 1944. Pour l'ensemble des fonctionnaires de l'Education nationale compromis par l'Etat français, 4 000 sont sanctionnés (soit 1,8 % des effectifs) entre 1943 et 1947<sup>40</sup>.

Dans les Hautes-Pyrénées, dès le 25 août 1944, les délibérations du Comité départemental de Libération (CDL), font état du grand renouvellement que traverse l'Education nationale. Début septembre, le SNI (Syndicat national



Collection du Musée de la Déportation et de la Résistance de Tarbes

des instituteurs) est reconstitué et prépare les dossiers de réintégration ou d'épuration, chez les enseignants comme chez les directeurs d'établissements<sup>41</sup>. L'épuration des inspecteurs nommés par Vichy et des enseignants se poursuit en septembre. Le remplaçant d'André Le Gall, l'inspecteur académique M. Fayet (nommé par Abel Bonnard) doit quitter son poste, pour être remplacé en intérim par M. Beck. Concernant Le Gall, exerçant dans un autre département : le dossier du CDL regroupe les nombreuses dépositions des enseignants révoqués, dont Ozon, Arramond et Torné.

À ces dossiers s'ajoutent une longue liste et plusieurs dossiers de professeurs déplacés, censurés, interdits d'enseignement dans la seconde moitié de l'année 1944 et courant 1945<sup>42</sup>. C'est notamment le cas d'un enseignant de Labatut, accusé d'avoir été membre du Service d'Ordre Légionnaire d'août 1942 à janvier 1943 et de soutenir « ouvertement les nazis et l'action de leurs serviteurs et complices de Vichy. [...] Il inculquait aux enfants ses élèves des idées pro-allemandes et leur enseignait à vénérer les hordes de Vichy, contre l'intérêt de la Mère Patrie »<sup>43</sup>.

## - Réformer l'Ecole libérée

Au lendemain de la Libération, cette nouvelle Ecole ne disparaît pas des discussions, bien qu'elle soit dans un premier temps éclipsée par la refonte de l'Armée. La réforme de l'Education nationale s'étalera donc sur plusieurs années, toujours sur fond de débats, entre les « modérés » de la France Libre et ceux, plus radicaux, de la Résistance intérieure. Toutefois, la majorité s'accorde à reconnaître que l'Ecole doit rester publique, laïque et unique. Parmi ces résistants, de grands réformateurs de l'après-guerre : René Capitant (ministre de l'Education nationale du GPRF), Gustave Monod (démis de ses fonctions sous Vichy et réintégré comme directeur de l'enseignement du second degré en 1944), ou bien encore Louis François (un des pères du CNRD<sup>44</sup>, ancien résistant du réseau Confrérie Notre-Dame, ancien déporté). Du côté du CDL des Hautes-Pyrénées, les enseignants préparent aussi l'Ecole de demain : un comité consultatif de l'enseignement primaire est constitué le 21 septembre 1944, regroupant notamment Berthe Ozon et Raymond Compagnet, réintégré après avoir été relevés de leurs fonctions sous Vichy<sup>45</sup>.



Ces attentes de démocratisation et d'école unique sont reprises lors de la rédaction du plan Langevin-Wallon : entre novembre 1944 et juin 1947, une commission ministérielle d'études pour la réforme de l'enseignement prépare un projet de réformes s'inspirant entre autres des travaux de Jean Zay, sous le Front populaire<sup>47</sup>.

Même si le projet est abandonné en 1947, certaines préconisations du plan ont été reprises quelques décennies plus tard et perdurent encore aujourd'hui. Pour n'en citer que quelques-unes : la création du corps des psychologues scolaires, l'enseignement gratuit, laïc et obligatoire jusqu'à l'âge de 18 ans, l'attribution de bourses ou bien encore l'orientation des élèves âgés de 15 à 18 ans vers les examens du BEP, CAP ou du Baccalauréat.

## Notes

- <sup>1</sup> Archives Départementales des Hautes-Pyrénées (ADHP), cote T 754 : en 1941, le ministre de l'Education nationale demande la création dans chaque académie d'un Livre d'Or de l'Université. Les noms des enseignants haut-pyrénéens, leurs exploits, leurs blessures pendant leurs engagements de 1914-1918 et 1939-1940 sont regroupés dans ce dossier de fiches individuelles, conservé aux Archives.
- <sup>2</sup> DEVIGNE, Matthieu. « Les enfants d'abord ! Le repli des écoles loin des dangers de la guerre » in Les écoles dans la guerre. Acteurs et institutions éducatives dans les tourmentes guerrières XVII<sup>e</sup> siècle – XX<sup>e</sup> siècle. CONDETTE, Jean-François (dir.). Editions Septentrion, 2014. pp.379-398.
- <sup>3</sup> Ibid.
- <sup>4</sup> ADHP, 1 JB 136 / 135 : Le Semeur des Hautes-Pyrénées, février 1940.
- <sup>5</sup> Discours de Roger Gontier, professeur agrégé à Théophile-Gautier, prononcé lors de la distribution des prix clôturant l'année scolaire de 1944-1945.
- <sup>6</sup> Ibid.
- <sup>7</sup> THIBAUT, Laurence (dir.). Les jeunes et la Résistance. Editions La documentation française. 2008. p.40
- <sup>8</sup> Ibid.
- <sup>9</sup> ADHP, cote 52 W 77
- <sup>10</sup> Ibid.
- <sup>11</sup> Cie des Phares et Balises. 39-45 La guerre des enfants. Réseau Canopé. 2014, durée 01:25:31
- <sup>12</sup> ADHP, cote T 754
- <sup>13</sup> Déjà dans son ouvrage *Eloge de l'ignorance* (1926), Abel Bonnard expose que la culture populaire et sa « fraîcheur native » doivent être écartées de la culture savante. Il déclarera plus tard, au sujet du fils d'un fervent maréchaliste, « Dieu qu'il est rare de rencontrer dans un siècle éclairé de tant de fausses lumières un jeune être dont l'esprit n'est encore perverti par aucune connaissance. »
- <sup>14</sup> ADHP, cote T 754 : relais de l'ensemble des arrêtés ministériels et notes de l'inspecteur André Le Gall dans les Bulletins départementaux n°5 (janvier 1941) et n°6 (août-octobre 1941).
- <sup>15</sup> ADHP, cote 20 W 10
- <sup>16</sup> CONDETTE, Jean-François. « Les recteurs du Maréchal. Administrer l'Education nationale dans les années noires de la Seconde Guerre mondiale » in

Les écoles dans la guerre. Acteurs et institutions éducatives dans les tourmentes guerrières XVII<sup>e</sup> siècle – XX<sup>e</sup> siècle. CONDETTE, Jean-François (dir.). Editions Septentrion, 2014. pp.471-526

<sup>17</sup> Ibid.

<sup>18</sup> Le Semeur, journal local profondément traditionaliste et catholique, reproche également, dans son édition du 28 octobre 1940, à l'Ecole républicaine, « école sans Dieu », le déclin du pays.

<sup>19</sup> ADHP, cote 20 W 10 : un rapport tardif des renseignements généraux dresse le 10 mars 1943 la liste des instituteurs et professeurs syndicalistes : Maumus, Jean Cazaubon (qui installe dans le département une cellule du Syndicat unitaire de l'Enseignement), Henri Delpech, Berthe Ozon, Pierre Torné, Raymond Compagnet, Arthur Bize, Auguste Arramond, Alphonse Fourcadet, Marcel Lhomme et Jean Lezan. Ils seront toutes et tous inquiétés au cours d'enquêtes menées entre juillet 1940 et avril 1941.

<sup>20</sup> ADHP, cote 20 W 10

<sup>21</sup> JOLY, Laurent. L'Etat contre les Juifs. Editions Grasset. 2018, p. 37

<sup>22</sup> ADHP, cote 12 W 69

<sup>23</sup> ADHP, cote 1115 W 129

<sup>24</sup> ADHP, cote 32 W 7

<sup>25</sup> ADHP, cote 12 W 67

<sup>26</sup> Ibid.

<sup>27</sup> ADHP, cote 12 W 68

<sup>28</sup> ADHP, cote 12 W 67

<sup>29</sup> ADHP, cote 32 W 7

<sup>30</sup> THIBAULT, Laurence (dir.), op.cit., p.24

<sup>31</sup> MIRAMBEAU, Bernard. MOUCHET, Alain. Les Français libres des Hautes-Pyrénées. Editions du Val d'Adour. 2022.

<sup>32</sup> Bulletin de la Société Académique des Hautes-Pyrénées, séance du 10/11/1984, p.13

<sup>33</sup> SERRE, Robert. In Le Maitron.fr, notice PASSAS Gilbert (« GAP »). 34 ADHP, cotes 20 W 4 et 1115 W 70

<sup>35</sup> ADHP, cote 20 W 12

<sup>36</sup> Pour en savoir plus sur le sujet des écoles nouvelles, se référer à l'étude de Nathalie Duval dans l'ouvrage collectif Les écoles dans la guerre (op.cit.), pp. 417-434.

<sup>37</sup> BIRNBAUM, Pierre. La leçon de Vichy. Editions Le Seuil. 2019 : « [...] ce sont des instituteurs qui abritent des Juifs tout comme plusieurs normaliens et

normaliennes dans la Haute-Vienne ou la Creuse, ce sont quatre enseignants du primaire qui, dans les Hautes-Pyrénées, deviennent des Justes tout comme, dans les Alpes-Maritimes, certaines institutrices qui viennent en aide aux Juifs. »

<sup>38</sup> CONDETTE, Jean-François. Op.cit.

<sup>39</sup> CONDETTE, Jean-François. Op.cit.

<sup>40</sup> CONDETTE, Jean-François. Op.cit.

<sup>41</sup> ADHP, cote 20 W 41 : en octobre 1944, les directeurs des écoles Jean-Jacques Rousseau à Tarbes, d'Aureilhan ou de Bagnères-de-Bigorre sont ainsi privés de leurs postes de direction. Deux mois plus tard, c'est au tour de plusieurs institutrices d'être mises à la retraite ou déplacées (comme celles de Labatut et de Galan).

<sup>42</sup> ADHP, cote 46 W 3

<sup>43</sup> Ibid.

<sup>44</sup> MAZZUCCHETTI, Denis. « Animer le Concours national de la Résistance et de la Déportation » in MARTIN, Jean-Paul. PALLUAU, Nicolas. Louis François et les frontières scolaires. Itinéraire pédagogique d'un inspecteur général (1904-2002). Presses universitaires de Rennes, 2014. pp. 111-124 ;

<https://bit.ly/3BPFHgR>

<sup>45</sup> ADHP, cote 46 W3

<sup>46</sup> L'intitulé du plan combine les noms des deux présidents de la commission : Paul Langevin, le professeur de sciences dont l'arrestation en novembre 1940 déclençait la première manifestation en zone occupée, et Henri Wallon, spécialiste de la psychologie infantile connu pour ses théories sur les différents stades de développement de l'enfant.

<sup>47</sup> La constitution de cette commission est annoncée dans le Journal Officiel le 10 novembre 1944. Cf. site Gallica de la BnF ; <https://bit.ly/3BIVPk5>

## POUR ALLER PLUS LOIN

Des ressources indispensables, à éplucher dans la bibliothèque du Musée de la Déportation et de la Résistance :

- AUBRAC, Lucie. *La Résistance expliquée à mes petits-enfants*. Editions Le Seuil. 2000
- BIRNBAUM, Pierre. *La leçon de Vichy*. Editions Le Seuil. 2019
- BLOCH, Marc. *L'étrange défaite*. Editions Gallimard. Collection Folio Histoire. 1990
- CANTIER, Jacques. *Lire sous l'Occupation*. CNRS Editions. 2018
- DEVIGNE, Matthieu. *L'école des années noires. Une histoire du primaire en temps de guerre*. Presses universitaires de France. 2018
- JOLY, Laurent. *L'Etat contre les Juifs*. Editions Grasset. 2018
- MISSIKA, Dominique. VERGEZ-CHAIGNON, Bénédicte. *Nous, les enfants de la guerre 1939-1945*. Editions Tallandier. 2019
- MIRAMBEAU, Bernard. MOUCHET, Alain. *Les Français libres des Hautes-Pyrénées*. Editions du Val d'Adour. 2022
- ROUQUET, François. « Mon cher collègue et ami ». *L'épuration des universitaires (1940-1953)*. Presses universitaires de Rennes. 2010
- THIBAUT, Laurence (dir.). *Les jeunes et la Résistance*. Editions La documentation française. 2008
- UNGERER, Tomi. *À la guerre, comme à la guerre*. Ecole des Loisirs. Collection Médium poche. 2018

Mais également, des dossiers thématiques dont :

- Ceux sur le lycée Théophile-Gautier (DT 11/3, DT 11/4)
- Celui sur les témoignages des écoliers de la vallée de Batsurguère (DT 10/12)

Des dossiers nominatifs :

- Mémoires d'Albert Pachulski : « Mon parcours d'enfant juif sous l'Occupation » (DN Pachulski, archives privées).
- Mémoires de Janine Venin : mémoires d'une petite fille du Nord réfugiée à Aureilhan (DN Venin, archives privées).
- Mémoires de Paul Rival : arrêté lors de sa tentative de franchissement de la frontière espagnole, (DN Rival, archives privées).

Sans oublier les témoignages, diffusés pendant l'exposition « Vies de Maurice Trélut », de :

- Erich Cywiakowski et Brigitte Achache (née Cywiakowski) : jeunes Juifs protégés par l'OSE à Chabannes, puis cachés à Tarbes par des particuliers et des religieuses, le frère et la sœur Cywiakowski reviennent sur le quotidien d'un élève juif sous le régime de Vichy et l'Occupation

### **Aux Archives Départementales des Hautes-Pyrénées :**

Les nombreuses cotes des séries W et T, mentionnées en bas de page de cette brochure peuvent être consultées aux Archives. Avec la presse d'époque, les documents issus de ces cotes apportent des renseignements précieux propres aux années 1939-1945 : dossiers d'inspecteurs et dossiers individuels d'instituteurs, circulaires ministérielles, correspondances de l'Inspection académique, dommages de guerre dans les écoles, etc. Les Archives Départementales proposent également une brochure pédagogique et des ateliers consacrés à la Seconde Guerre mondiale. Plus d'informations sur [www.archivesenligne65.fr](http://www.archivesenligne65.fr)

### **Sur internet :**

Notices d'enseignants des Hautes-Pyrénées (Maumus, Ozon, Delpech, Gaillard, Torné, Bize, etc.) sur le site du dictionnaire biographique du Maitron : <https://bit.ly/3rbw9I3>

CONDETTE, Jean-François (dir.). Les écoles dans la guerre. Acteurs et institutions éducatives dans les tourmentes guerrières XVII<sup>e</sup> siècle – XX<sup>e</sup> siècle. Editions Septentrion. 2014

Livre en ligne sur :

<https://books.openedition.org/septentrion/7175>

Cie des Phares et Balises. 39-45 La guerre des enfants. Réseau Canopé, 2014  
Documentaire en ligne sur :

<https://www.reseau-canope.fr/notice/la-guerre-des-enfants.html>

Et enfin, sur Lumni, trois vidéos publiées dans le cadre du Concours de 2019-2021 aideront de nouveaux élèves et enseignants à préparer le nouveau CNRD.

Témoignage de Hélène Viannay née Mordkovitch, étudiante à la Sorbonne,



créatrice du journal clandestin Défense de la France

<https://swll.to/eRtcog>

Éclairage sur la manifestation étudiante du 11 novembre 1940 avec  
Pierre Lefranc, étudiant parisien

<https://swll.to/wJ9zSSv>

Récit de Pierre-Henri Teitgen, professeur d'université et cofondateur  
du mouvement Liberté

<https://swll.to/63Rbx>

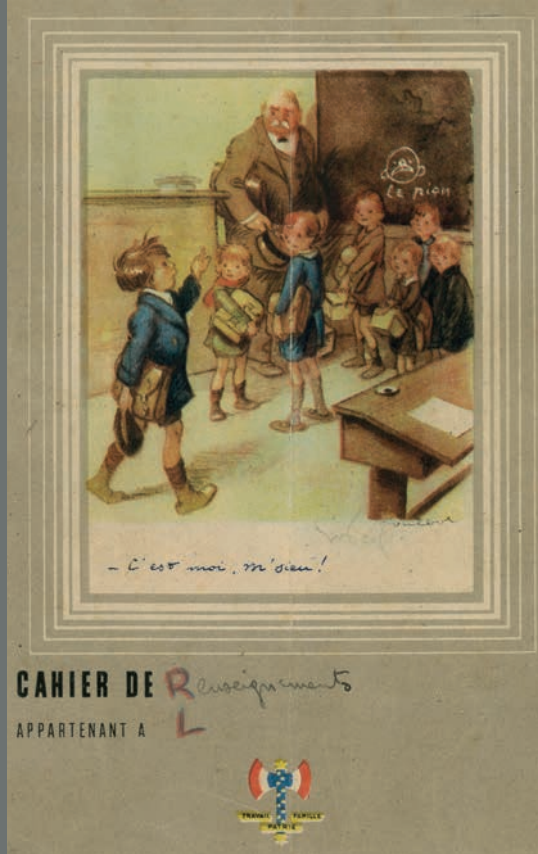
Cette brochure a été élaborée dans la volonté d'apporter un support aux élèves qui souhaitent préparer et se présenter au Concours National de la Résistance et de la Déportation (CNRD), dont le thème de cette année est :

« L'Ecole et la Résistance. Des jours sombres aux lendemains de la Libération (1940-1945) ».

Ce document a pour vocation de proposer des pistes de réflexions et de recherches quant à la thématique nationale, tout en replaçant l'histoire Haut-pyréenne au cœur du sujet.

Cette brochure a été conçue par Camille Valat Loubère, Sandrine Espouey (recherches et rédaction) et Caroline Bertrand Leduc (infographie) du service des Musées de la ville de Tarbes, avec l'aide précieuse de Patrice Isac, Cédric Broët et Julien Gaillard des Archives départementales des Hautes-Pyrénées.

Le CNRD est coordonné par les services départementaux académiques et soutenu par l'AFCAMDR, les mairies et associations partenaires, l'ONAC-VG et le Département des Hautes-Pyrénées.



Couverture d'un petit fascicule retranscrivant le message du Maréchal Pétain adressé aux jeunes écoliers lors de leur rentrée 1941.  
« Soyez des filles et des garçons FRANCS et LOYAUX »

